

Recherche en appui à la politique de coopération au développement (RAP)
« Que sont les boursiers devenus ? », deuxième phase

Université de Liège – Facultés universitaires catholiques de Mons

Rapport de recherche. Septembre 2004

Pélerin Kimwanga, Frédéric Moens

Synthèse

Après plusieurs décennies de financement et d'action, l'initiative a été prise de consacrer une recherche en appui à la politique de coopération au développement à la compréhension des trajectoires sociales et des insertions socioprofessionnelles des anciens boursiers de troisième cycle accueillis dans nos institutions d'enseignement. En visitant cinq pays au destin singulier, la recherche s'attache à analyser les histoires individuelles des anciens boursiers pour en dégager les récurrences et en saisir les particularités. À travers près de cent cinquante entretiens approfondis, leur portrait

s'épaissit d'une dimension humaine et, dans le même temps, s'enrichit d'expériences communes. Les résultats que la recherche produit montrent l'importance d'établir une politique englobante de la formation. Les anciens ont trouvé dans leur passage en Communauté française de Belgique des connaissances et des savoir-faire qui leur ont permis de s'épanouir personnellement ; toutefois, l'abandon dont ils se sentent victimes de la part des « Belges » ne leur permet pas une parfaite intégration et le développement que l'on espérait induit par leurs pratiques et leurs exemples ne semble pas répondre pleinement aux attentes des différents partenaires.

i. Des objectifs de la recherche

« Que sont les boursiers devenus ? » constitue le fil conducteur de cette recherche. Il est donc question avant tout de porter l'attention sur les personnes et, dans un second temps, sur les liens qui les unissent à la société dans laquelle ils s'inscrivent. Ce sont à la fois leurs motivations et leurs actions –ce qu'ils ont fait de leurs acquis– mais également le cadre dans lequel elles s'inscrivent qui composent le matériau étudié.

Les principaux objectifs de la recherche déclinent donc cette question.

[1] D'une part, il s'agit de systématiser l'étude des trajectoires socioprofessionnelles des anciens boursiers de la coopération belge et de mettre ces trajectoires personnelles en relation avec les contextes nationaux.

[2] De plus, la recherche sociographique permet la mise en évidence des représentations, des modes de vie et des jugements exprimés par ces anciens boursiers et par différents acteurs impliqués dans leur parcours.

[3] Enfin, il s'agit de tenter d'apprécier l'impact, direct comme indirect, de la formation reçue en Belgique sur le développement de leur pays.

De cette manière, en suivant les cheminements personnels et en les situant dans les spécificités nationales, en décrivant les singularités de situations locales et en construisant une typologie de leur parcours, la recherche constitue une contribution à une évaluation de l'impact des séjours effectués au cours de la décennie '90 sur ces trajectoires, en termes individuels et collectifs.

La quête d'une formation

Les importantes cohortes d'étudiants boursiers de troisième cycle qui fréquentent la Belgique francophone répondent à une demande explicite de leur pays d'origine. La formation est un bien désirable ; elle constitue un investissement qu'il faut pousser au plus loin en allant parfaire des *curricula* de base obtenus tantôt dans le Sud tantôt au Nord. La course au savoir et, plus prosaïquement, au diplôme est essentielle dans les motivations originelles des anciens boursiers. Tous sont convaincus de l'importance pour eux et, par voie de conséquence, pour leur nation de poursuivre une formation de cadre. Ils considèrent les études effectuées en Belgique comme enrichissantes : elles leur apportent confiance et reconnaissance, elles leur offrent des rencontres avec d'autres étudiants –du Sud et du Nord– et l'accès à des infrastructures d'une qualité incomparable avec celles auxquelles ils sont habitués.

De tels impacts ne peuvent estomper l'optique qui fut implicitement celle de notre Communauté dans ces actions. La politique de formation est liée à celle de développement *social*, et pas uniquement individuel. Cette logique les unit partant du postulat que la première peut concourir à l'affermissement du second. L'objectif de formation est entièrement atteint, il n'est pas toujours possible d'en dire autant de son corollaire. Pour rencontrer cet objectif global, il apparaît que la politique d'action doit se poursuivre au-delà de la formation elle-même, elle doit permettre à celle-ci de se mettre en œuvre, de se pratiquer sur les terrains ciblés.

ii. *Du public et de la méthode*

L'étude se concentre sur une période récente, la décennie '90, et sur les *cursus* de troisième cycle, à la fois les plus soutenus et ceux dont il est attendu qu'ils aient l'impact le plus grand sur les pays d'origine. En raison de la politique (relativement) concentrée menée par la coopération belge, les terrains retenus pour l'enquête sont exclusivement africains. Cinq pays de ce continent ont été retenus : deux en Afrique centrale, la République démocratique du Congo et la République du Cameroun, deux en Afrique de l'Ouest, la République du Bénin et la République du Sénégal, et un en Afrique du Nord, le Royaume du Maroc. La sélection de ces pays relève d'une triple logique : la place politique qu'ils occupent dans les préoccupations de notre pays, l'importance quantitative des bourses qui leur ont été accordées et leur répartition géographique qui offre la possibilité de comparer des contextes culturels et sociaux distincts. Cette dimension comparative présente l'avantage de pouvoir isoler partiellement les situations conjoncturelles ; elle procure la possibilité, par delà les spécificités nationales irréductibles, de tester la cohérence des parcours personnels, finalement plus liés à la culture familiale de chaque boursier qu'à des contraintes nationales homogènes.

Par ailleurs, nombre d'investigations ont été menées en Belgique. Il est nécessaire, en effet, de prendre la mesure des *cursus* offerts aux boursiers et de saisir la manière dont leurs promoteurs dans nos institutions les perçoivent. Seule l'investigation en Belgique permet de constituer –non sans difficulté– des listes d'anciens. Le territoire belge demeure également un espace où des membres de la diaspora des anciens ont été rencontrés ; tous les anciens ne retournent pas dans leur pays, ils poursuivent parfois sur notre sol d'autres études, ils sont restés (ou revenus) chez nous pour tenter de résoudre les difficultés qu'ils ont rencontrées lors de leur retour dans leur pays. La Communauté française n'est pas seulement pour eux un lieu où ils se sont formés, elle est aussi devenue pour eux une part de leur vie et de leur expérience.

La principale méthode utilisée dans cette recherche réside dans la rencontre des anciens, d'abord d'une façon individuelle –lors d'un entretien approfondi permettant à l'ancien, par la technique du récit de vie, de narrer le plus librement son expérience–, puis d'une façon collective, organisée lors d'un *focus group* réunissant les anciens d'un pays et leur offrant la possibilité de valider et de réagir collectivement aux analyses qui leur sont restituées. À ce recueil de récits de vie, s'ajoutent l'enquête locale sur les conditions de vie, le dépouillement d'un questionnaire complémentaire et les investigations menées en Belgique (e.a. en termes statistiques,

en termes d'évaluation des boursiers par les promoteurs de programme, etc.). Le travail ainsi réalisé est avant tout qualitatif et interprétatif : il est moins question de rendre des proportions représentatives que de permettre de comprendre des trajectoires dans ce que leur singularité peut avoir de partageable.

iii. De la condition d'ancien boursier

Quelle que soit leur origine, *en termes personnels*, les anciens boursiers sont unanimes sur la qualité de l'enseignement et la rigueur scientifique de la formation qu'ils ont reçue même s'ils proposent parfois quelques amendements pratiques dans leur adéquation à leur situation d'origine. Nombre d'entre eux décrivent ces années passées chez nous comme leurs meilleures, un temps de formation pétri de souvenirs et de nostalgie. Tous en sont sortis enrichis ; ils considèrent leur passage dans notre pays comme une chance. Ils sont fiers de leurs acquis et le disent non sans une pointe d'amertume lorsqu'ils abordent la question de la mise en œuvre dans leur pays de leurs nouvelles connaissances, question qui demeure la plus problématique dans les cinq pays visités.

Selon leurs propres affirmations, les études qu'ils ont effectuées en Belgique leur apportent considération, parfois même prestige, au sein de leur société et de leur famille élargie. Cependant, ce prestige est autant lié à la représentation dont l'Occident est le véhicule qu'à la valeur intrinsèque de la formation elle-même ; leur reconnaissance est celle dédiée à l'émigré au Nord. L'immersion dans la culture occidentale oblige le boursier à un questionnement sur sa manière d'être et de penser, elle remet en question certains de ses acquis et le presse à recomposer ou à réadapter certaines de ses pratiques. Son regard sur sa propre société, sur sa manière d'agir et de pensée intègre petit à petit un réajustement des comportements perceptible et décrié par les membres de sa famille lors de son retour.

Car, en effet, *en termes familiaux*, dans les trois parties visitées de l'Afrique –un bémol pouvant être porté sur la situation marocaine, qui tout en vivant de mêmes contentieux ne les portent pas aux mêmes paroxysmes–, l'ancien boursier est au centre de tensions complexes et de sollicitations multiples qu'il n'est pas souvent préparé à affronter. Le fait de partir en formation en Europe est porteur de beaucoup d'espoirs, au premier rang desquels celui de sortir de la précarité ou d'avoir un pilier stable, quelqu'un sur qui compter. Dans tous les cas, les anciens boursiers sont débiteurs, ils sont les fruits d'une solidarité familiale et communautaire. L'investissement humain et financier dont ils sont le produit induit une attente souvent démesurée aux yeux des anciens boursiers. Au retour, la famille attend encore plus d'eux, elle imagine qu'ils ont acquis des qualifications importantes qui leur permettront d'obtenir des postes de travail plus intéressants, un salaire confortable et suffisant pour lui venir en aide de façon récurrente. L'écart se creuse entre le pragmatisme des uns et l'incompréhension des autres. L'ancien boursier se veut pragmatique, il tente de trouver un équilibre difficile entre sa survie, la survie de sa famille proche et le devoir de solidarité envers la grande famille. En général, cette forme de tension entre le boursier et sa grande famille conduit à une crise

ouverte où les parties en présence négocient, non sans nervosité, leurs contributions à la prise en charge de la grande famille.

Néanmoins, pour la majorité de nos interviewés, cette tension est gérée avec souplesse et dans la négociation pour éviter crise et rupture. Trois stratégies principales, négociées au sein de la grande famille, ont été dégagées. La première réside dans la prise en charge des éléments prometteurs de la famille, pour préparer ainsi la relève en assurant aux parents et à la famille un appui et une forme de garantie pour l'avenir ; la seconde est la création de petits projets économiques confiés à un membre de la famille et géré pour subvenir aux besoins et problèmes de la famille ; la troisième est la création d'une caisse d'entraide au sein même de la famille, doublée des interventions plus ponctuelles en cas des maladies, des deuils ou d'autres problèmes.

Si, *en termes sociaux et professionnels*, le boursier jouit d'un certain prestige et d'une reconnaissance de ses compétences par ses collègues, son insertion professionnelle reste difficile à réaliser même s'il est bien souvent un fonctionnaire retrouvant son affectation (rarement son poste). Quasi tous conservent la fonction publique comme principal horizon ; dans ce contexte, où le secteur privé n'a de raison d'être que comme enrichissement personnel devant permettre la promotion des descendants directs du boursier, la déliquescence de l'état en République démocratique du Congo ou l'affaiblissement de la fonction publique au Cameroun mais aussi au Maroc ou au Sénégal leur pose de sérieux problèmes de réinsertion. Victimes d'une situation sociale et, parfois, de petits chefs faisant barrage à leur promotion, les anciens boursiers ont l'impression que l'acquisition de leurs compétences nouvelles les a paradoxalement dépréciés sur leur marché local. Privés des circuits de clientélisme, contre lesquels ils se battent, leur réinsertion n'est pas toujours immédiate. Les problèmes financiers que ces manœuvres dilatoires induisent amènent souvent les anciens à déployer une suractivité, ajoutant à leur fonction principale quantité de travaux périphériques relevant tantôt du secteur formel tantôt de l'informel.

L'ancien boursier est ainsi au point de congruence de plusieurs visions, de mouvements de pensées divers, de mondes en interactions, il symbolise une Afrique en mutation et en transformation, une Afrique bousculée qui cherche ses appuis et un équilibre sans cesse menacé. À la croisée des chemins d'une modernité occidentale, d'une société africaine déstructurée et d'une recherche des solutions tous azimuts aux problèmes économiques et matériels, l'ancien boursier tente de trouver un *modus vivendi*. Il doit réapprendre à vivre avec sa société, sa communauté, il doit s'adapter. Le boursier réapprend à vivre avec les siens, non pas comme il vivait avant son départ, ni même comme vivent les siens, il négocie une manière de vivre qui prenne en compte ses intérêts personnels et collectifs, son expérience exotique et la solidarité familiale. Le secteur associatif joue un rôle de tampon particulièrement essentiel dans l'harmonisation et l'intégration sociale des nouveaux rentrants que sont les anciens boursiers.

En termes de développement du pays, l'apport des formations reçues demeure peu significatif, il est à tout le moins toujours en deçà des objectifs des initiateurs belges et

des attentes des boursiers. Cette politique de formation, comme toute formation, n'a pas d'incidence directe ou mécanique sur le développement d'une région ou d'un pays. L'opportunité de mettre en pratique ou en valeur les compétences acquises au cours de leur formation n'est jamais immédiate ; il faut du temps à l'ancien boursier pour s'épanouir au retour. L'idée qu'ils participent par leurs acquis à une élite moderniste du pays, à une émergence plus structurée d'une société civile, néglige les problèmes concrets auxquels ils s'affrontent. La politique de réinsertion des anciens à leur retour est inexistante et aucune structure de valorisation des compétences n'est en place. La sous-utilisation des compétences couplée à l'absence de moyens et de conditions d'utilisation mettent à nu le manque de vision des états africains visités en ce qui concerne la politique de formation de leurs agents. En attendant des jours meilleurs l'ancien boursier multiplie, au Congo, ses prestations à l'extérieur de son institution dans une surenchère au mépris du résultat, alors qu'au Cameroun, au Maroc ou au Sénégal, le fonctionnaire ancien boursier attend une « mise en responsabilité » en ajoutant à son travail la consultance ou la création d'ONG. L'inadéquation partielle entre la formation reçue en Belgique et la capacité du pays bénéficiaire à insérer les gens formés dans des conditions acceptables de mise en valeur de leur formation, déprécie l'intérêt de cette formation. Au terme de ce diagnostic, il faut le constater, la formation reçue ne contribue pas directement au développement de ces pays, elle demeure une potentialité et un pouvoir qui attendent d'être exploités et utilisés à bon escient.

Le manque de vraie vision politique est la principale critique que les anciens boursiers formulent à l'égard de la Belgique. Les anciens boursiers cherchent à comprendre l'intérêt et les objectifs que poursuit la Belgique en finançant les études d'étrangers chez elle. Bénéficiant (et abusant) des avantages personnels qu'elle leur procure, ils présument néanmoins que cet objectif est l'aide au développement des pays bénéficiaires. La formation des cadres, vue de la Belgique, paraît un outil et un canal indispensable pour le décollage des pays qu'elle soutient. Mais devant le peu de possibilité à mettre en valeur les acquis de cette formation, il y a lieu de s'interroger sur la nécessité de continuer cette formation que d'aucuns considèrent comme importante en termes de potentialités. La vision belge des formations dispensées dans les troisièmes cycles spécifiques au Sud paraît courte aux yeux des anciens boursiers, elle ne s'arrête qu'à la porte de la formation et oublie les objectifs, au départ, affichés. À quoi peut servir la formation si elle n'augmente pas la capacité des formés à agir efficacement dans leurs métiers, se demande-t-on ?